

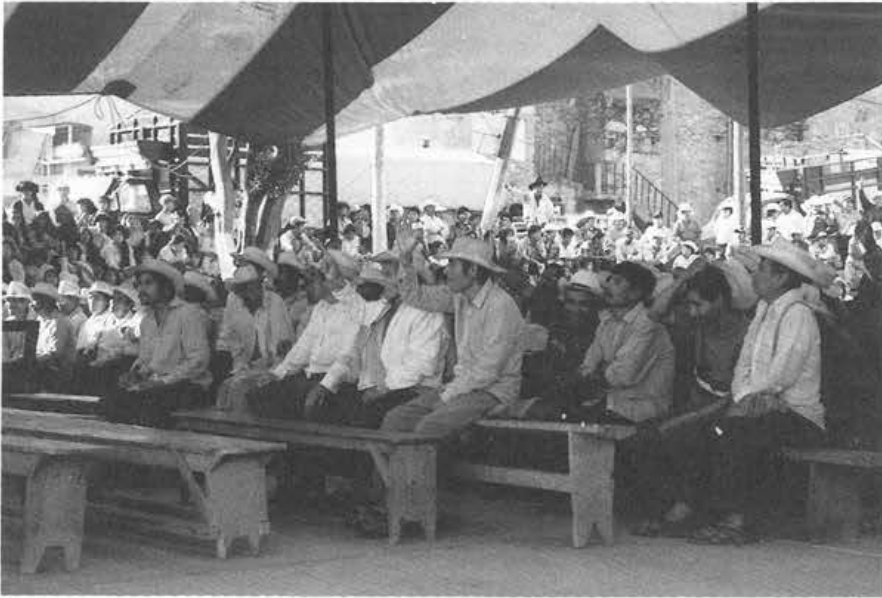
attribuée dans les démocraties modernes: en créant de nouveaux espaces d'expression, de participation et de contestation, les partis commencent à canaliser de façon plus ou moins régulée les tensions entre les diverses factions qui ont toujours existé au sein des communautés indiennes *alteñas*.

□ Chalhchihuitán. Les trois partis avec une implantation significative (PRI, PRD et Parti du Travail, le PT) ont passé récemment un accord politique mémorable. Pour éviter des affrontements comme ceux qui se sont produits chez leurs voisins de Chenalhó (Acteal) et d'El Bosque (démantèlement violent du municipe "autonome rebelle de San Juan de La Libertad"), les factions ont décidé de former une liste électorale "d'unité municipale" à travers l'organisation d'un plébiscite le 13 juin 1998. Les trois partis y ont participé et les charges municipales ont été distribuées en fonction du nombre de partisans que chaque candidat était parvenu à mobiliser. Ainsi, le conseil municipal s'est formé avant les élections, puisque l'on avait accordé que tous voteraient ultérieurement pour le parti du candidat qui réunirait le plus grand nombre de personnes lors du plébiscite. Celui-ci fut précisément le priiste, qui a donc obtenu 100% des suffrages le 4 octobre 1998. Néanmoins, au sein de la liste unique qui s'est inscrite officiellement sous le sigle du PRI sont représentés tant le PRD que le PT, qui participent de manière collégiale aux réunions du conseil, prennent les décisions et signent collectivement les actes officiels, avec les en-têtes et les sceaux de leurs partis respectifs²¹. Ce cas illustre l'une des multiples manières d'intégrer le multipartisme aux us et coutumes qui régissent la vie politique des Indiens *alteños*. Tout en vidant de son contenu le processus électoral formel, le plébiscite qui le précède permet de négocier la représentation des principales forces au sein de la présidence municipale selon un principe quasi "proportionnel". Signalons à ce propos que cette forme indienne de pluralisme politique a des précédents dans la région. Pour n'en citer qu'un exemple, une pratique très généralisée dans Los Altos consiste à désigner des conseillers municipaux "traditionnels", dépassant le nombre de conseillers "constitutionnels" prescrit par la loi. Ceci permet d'intégrer au conseil *de facto* des représentants de toutes les localités dans chaque municipe. Les deux types de conseillers se renouvellent annuellement, et non tous les trois ans comme l'établit la

législation, ce qui permet une plus grande rotation des divers secteurs qui conforment les communautés. Cette coutume a permis dans certains cas d'améliorer la représentation des partis politiques minoritaires au sein du gouvernement local, et d'éviter des conflits internes et post-électoraux.

- D'autres formes plus communes de multipartisme semblent se consolider à Zinacantán, Tenejapa, San Cristóbal et Huixtán. Dans les trois premiers municipes se configurent même des scénarios "tripartistes", puisque le PRI, le PRD et le PAN obtiennent respectivement plus de 10% des suffrages, alors qu'à Huixtán les deux premiers partis se partagent la totalité du vote. Soulignons que, dans ce dernier municipe, le PRD a une présence depuis sa formation: en 1989 les anciens militants huixtèques du Parti Socialiste Mexicain (PMS) sont entrés dans la nouvelle coalition de gauche. Aussi, loin de s'affronter aux us et coutumes, le bipartisme s'est-il progressivement adapté aux besoins politiques municipaux. Aux dernières élections, tant le PRI que le PRD ont choisi leurs candidats respectifs lors d'une série d'assemblées réunissant les représentants de toutes les localités sous leur influence.
- Zinacantán illustre une modalité supplémentaire d'intégrer les partis à la vie politique locale. Les fortes fluctuations du vote entre 1991 et 1995 reflètent les alliances changeantes des principales factions du municipe. En 1994, le vote PRD (48.6%) canalise le mécontentement des paysans de la Confédération Nationale Paysanne (CNC), qui se rebellent contre les transporteurs, caciques de la Confédération de Travailleurs Mexicains (CTM). Pour récupérer son hégémonie





électorale la direction du PRI expulsera ultérieurement les “cetemistes” du parti, ce qui les incitera à s’affilier au PRD. C’est ainsi que les “cenecistas PRD” de 1994 changent à nouveau de parti et votent pour le PRI (67%) en 1995, faisant baisser à nouveau le pourcentage perrediste à 23.7%²¹. Rappelons que depuis 1970, le PAN a également une présence importante à Zinacantán qui, en raison des caractéristiques du système politique d’antan, ne se manifestait pas de la même manière dans le domaine électoral. Aujourd’hui, les principaux groupes de pouvoir sont représentés à la présidence municipale, ce qui facilite la gestion des conflits. Selon les termes d’un responsable politique zinacantèque: “Sinon il serait impossible de servir tous les camarades, puisque ceux-ci n’ont confiance que dans les leurs”²³.

- La transition politique à Tenejapa ne démentit pas non plus notre prémisse. Dans ce municipalité, on enregistre une tendance nette vers le multipartisme dès 1991, lorsque le PRD, le PAN et le Parti Front Cardeniste de Reconstruction Nationale (PFCRN) additionnent 28% des suffrages. Aux dernières élections, une configuration “tripartite” semble se consolider, puisque le PRI (46.2%), le PRD (29.3%) et le PAN (23.7%) obtiennent des résultats significatifs. À leur tour, les modalités de sélection des candidats (tantôt à travers un plébiscite, tantôt à travers des assemblées de représentants communautaires) illustrent diverses façons de réconcilier le

multipartisme avec les coutumes politiques locales. Les processus électoraux permettent ainsi que la désignation des gouvernants se fasse en public et que les factions minoritaires ne soient pas exclues de la compétition pour le pouvoir institutionnel.

- Le cas de San Cristóbal mérite une brève mention. En raison des expulsions politico-religieuses et d’une croissance démographique plus soutenue que celle des métis, les Indiens représentent plus d’un tiers de la population urbaine, ce qui leur confère une importance économique et politique grandissante²⁴. En effet, si les

citoyens indiens n’ont pas renoncé à leurs traditions culturelles (qu’ils reproduisent quotidiennement dans les faubourgs populaires fondés aux alentours de la ville), ils ne renoncent pas non plus à leur droit de vote. Au contraire, les élections sont des moments privilégiés pour affirmer leur présence et pour exiger des gouvernants qu’ils tiennent leurs promesses sociales. Ainsi, comment n’être pas frappé par le fait que l’actuel maire priiste doive en bonne partie son investiture au vote des Indiens de San Cristóbal, alors que de nombreux métis ont soutenu l’un des deux distingués commerçants ladinos qui se sont respectivement présentés sous les sigles du PAN et de la coalition JUSTA (PRD, PT, PVEM).

La crise des bastions traditionalistes dans Los Altos de Chiapas

Force est de souligner que même dans les deux derniers bastions du “consensus communautaire”²⁵, Mitontic et Chamula, l’idée du pluralisme commence à être acceptée et intégrée aux us et coutumes. En 1997 encore, les autorités de ces deux municipalités avaient interdit la présence de partis d’opposition, argumentant que les “traditions” ne le permettaient pas. Dans cette perspective, tant Chamula que Mitontic font apparaître des nouveautés notables lors du dernier processus électoral.

Le cas de San Juan Chamula constitue un véritable paradigme sur les relations de pouvoir régionales. Ce municipe de 53 000 âmes –le plus grand de la zone rurale du V^e District– a acquis une triste réputation à partir des années 1970, lorsque les conflits politico-religieux ont provoqué l'expulsion violente de milliers d'habitants en désaccord avec les caciques de San Juan²⁶. Depuis, le mécontentement est allé croissant. Alors que le groupe au pouvoir recourait à la "tradition" pour se débarrasser de ses opposants, les dissidents se sont organisés peu à peu, tantôt de façon discrète et clandestine au sein de leurs localités, tantôt de manière ouverte dans les nouveaux faubourgs qu'ils ont fondés autour de San Cristóbal. En 1994, le soulèvement néozapatiste a bouleversé la corrélation des forces régionales et a ouvert de nouvelles possibilités à ces groupes, débouchant parfois sur des affrontements violents entre "traditionalistes" et "protestants"²⁷.

Ce paradigme d'intolérance politique déguisée de traditionalisme communautaire a été sérieusement ébranlé le 4 octobre 1998. Après plusieurs semaines de tensions et de divisions internes, les caciques de San Juan Chamula ont boycotté les élections²⁸. La légendaire alliance entre le PRI et les traditionalistes venait de se rompre... Finalement, le 6 décembre 1998, les élections extraordinaires ont confirmé la victoire du candidat qui avait causé tant de controverses. Mais si la situation s'est calmée pendant quelques semaines, les conflits ont repris au début de 1999, lorsque le nouveau président municipal a refusé d'intégrer au conseil municipal les trois conseillers plurinominaux qui correspondaient légalement au PAN. Par ailleurs, les attaques récentes dont a fait l'objet le maire de San Juan ne permettent pas d'écarter qu'il soit destitué dans un avenir proche par ses adversaires. Si l'alliance entre le PRI et les caciques ne s'est pas encore brisée définitivement, la surprise de Chamula pourrait bel et bien inciter ce parti à réenvisager sa stratégie pour les prochaines élections, et le conduire à s'appuyer sur les forces dissidentes toujours plus puissantes.

À San Miguel Mitontic, le pluralisme gagne également du terrain, même dans le domaine religieux. Si, vers la fin des années 1980, de nombreux protestants ont été expulsés violemment, ceux-ci commentent à retourner chez eux, bien que la polarisation induite par le conflit armé risque de politiser à nouveau les appartenances religieuses²⁹. Dans ce municipe d'à peine 6 500 habitants –le petit poucet du V^e District– la célèbre "unanimité communautaire" appartient également au passé. À partir d'une série

d'entretiens approfondis, nous avons pu reconstituer la lutte que se livrent depuis les années 50 les deux familles d'hommes forts qui se disputent le pouvoir local au sein du PRI. En effet, ce parti a longtemps fédéré les principales factions qui étaient en compétition pour le contrôle de la présidence municipale³⁰.

Ainsi, la véritable nouveauté de ces dernières élections n'est pas l'irruption du pluralisme politique, mais l'acceptation ouverte du multipartisme par les principaux groupes rivaux. L'échec de l'accord préliminaire, qui avait été conclu selon un modèle similaire à celui de Chalchihuitán, a débouché sur la division respective des deux familles mentionnées: le 4 octobre 1998, chacune a présenté des candidats au travers de partis différents. Finalement, malgré ses relations dans le municipe, le petit fils de don Vicente López (qui s'est présenté sous le sigle du PRD) n'a pas obtenu plus que 16% des suffrages. Pour la première fois, la population participait à une véritable campagne électorale, et l'opposition est parvenue à couvrir avec ses représentants l'ensemble des urnes. Par ailleurs, le fait que ce soit une femme qui dirige à ce jour le comité municipal du PRD constitue également une rupture remarquable avec les pratiques traditionnelles des *migueleros*.

Une transition "frustrée" par le conflit armé

Sans aucun doute, le soulèvement néozapatiste a eu des effets importants sur le processus naissant de démocratisation électorale au Chiapas. Mais il n'est pas aisé d'en évaluer l'impact concret sur la transition vers le multipartisme. Dans le contexte actuel, l'évolution du conflit ne paraît pas favoriser la consolidation de l'opposition électorale dans cet état.

Et pourtant, la conjoncture qu'est venue ouvrir la rébellion en 1994 avait poussé en avant dans un premier temps la transition démocratique. À Chenalhó comme à Pantelhó, des groupes organisés appartenant au Front Cardeniste enregistraient une forte présence (26.2% et 21%) depuis 1991. Le conflit a catalysé le mécontentement, mettant fin à l'hégémonie tricolore à Larráinzar et précipitant l'effondrement du vote priiste vers une moyenne de seulement 36.2% pour ces trois municipes à forte présence zapatiste.

Mais si l'alliance stratégique entre l'EZLN, Amado Avendaño³¹ et d'autres secteurs de la gauche

chiapanèque a favorisé le vote perrediste en 1994 (vote qui a atteint jusqu'à 69.7% à Chenalhó), à partir de 1995, le refus des élections par les rebelles a freiné la transition vers le multipartisme. La politisation à outrance induite par le conflit a empêché que les groupes qui avaient parié sur la voie électorale parviennent à canaliser le mécontentement des secteurs radicalisés. Ironiquement, l'abstentionnisme des zapatistes a affaibli les partis d'opposition, cédant les espaces de pouvoir institutionnels aux conservateurs radicalisés, qui n'ont pas tardé à les utiliser pour organiser la "contre-révolution" à l'aide de groupes de choc armés. Loin de résoudre les tensions, la constitution de "municipes autonomes rebelles" –c'est-à-dire de pouvoirs parallèles de l'Armée Zapatiste qui ne reconnaissent pas les autorités constitutionnelles et dont le but est de se substituer à elles dans les territoires de son influence– n'a fait qu'aggraver la polarisation des parties en conflit.

Cependant, les situations sont assez différenciées dans ces trois bastions zapatistes. L'intensité des affrontements à Chenalhó est extrêmement inquiétante, et le nombre de victimes incite à parler d'une guerre civile non déclarée. Face aux élections de 1995, un premier plébiscite a été emporté par la faction zapatiste. Mais le groupe priiste n'a pas reconnu l'assemblée et a présenté son propre candidat. Les sympathisants zapatistes, considérant qu'ils avaient déjà élu leur président municipal, ont refusé les élections et formé le "municipe autonome rebelle de Polhó"³².

De cette manière, Chenalhó s'est divisé en deux entités. La première est contrôlée par le groupe allié au PRI, soutenu généralement par une autre faction identifiée au Parti Cardeniste. Son autorité s'exerce à partir de la mairie de San Pedro Chenalhó et ses partisans ont continué à participer aux processus électoraux. Polhó, en revanche, compte sur un territoire propre, refuse de reconnaître les autorités officielles et désigne ses dirigeants selon ses propres normes. Pour cette raison, les sympathisants zapatistes ont refusé les élections à partir de 1995, et n'ont même pas présenté de candidats. Suite à une série d'expulsions et de déplacements, les deux territoires ont acquis une certaine homogénéité idéologique.

Mais paradoxalement, cette homogénéité n'a pas favorisé l'établissement d'un *modus vivendi* pacifique. Au contraire, une véritable guerre de tranchées s'est déclenchée entre les groupes rivaux, avec un coût très élevé en vies humaines, surtout

parmi la population civile qui ne s'identifie ouvertement à aucun d'eux.

La situation est toute autre à San Andrés Larráinzar. Ici, les factions priiste et zapatiste ne disposent pas d'un territoire propre, mais semblent se disputer le pouvoir local au sein d'une communauté encore unifiée. Depuis que les zapatistes ont refusé les élections locales de 1995 et occupé la présidence municipale, les priistes se sont repliés dans une maison particulière qui fonctionne comme la mairie "constitutionnelle", parallèlement au municipal "autonome rebelle Sacamch'en de Los Pobres". Le plus étonnant est que, en fonction de leurs problèmes concrets, la population sans affiliation fait appel aux deux autorités, et que ces dernières soient parvenues à établir des relations de coexistence plus ou moins pacifiques entre elles. Cet accord implicite contribue à expliquer que jusqu'ici il n'y ait pas eu de débordements de violence à San Andrés, bien que l'éventualité de futurs conflits ne puisse être écartée³³.

Enfin, Pantelhó est un cas à part. On y entend peu parler du municipal autonome rebelle que revendique l'EZLN. Néanmoins, lors du dernier processus électoral, ont circulé des versions intéressantes qui mettent en question quelques préjugés sur les relations politiques dans Los Altos de Chiapas. En effet, le chef-lieu de Pantelhó est une enclave ladina où se collecte le café de la région et se vendent des produits manufacturés aux Indiens. En 1998, un jeune commerçant métis s'est présenté sous la bannière du PRD, en cherchant une alliance avec les zapatistes du municipal³⁴. Sa campagne qui semblait bien partie n'a pas apporté les fruits espérés: le PRD a mobilisé 889 citoyens (28% des suffrages exprimés), mais la mairie a été emportée une fois de plus par le candidat indien du PRI qui a obtenu 2 110 suffrages (66.4%). Après un bref conflit post-électoral, le conseil municipal s'est réuni au début de 1999 incluant en son sein quatre conseillers d'opposition: trois du PRD et un du PT. Ainsi, malgré le fort abstentionnisme, Pantelhó semble se diriger peu à peu vers un jeu politique multipartite.

En conclusion, les résultats électoraux dans ces trois municipes illustrent l'impact potentiel du conflit armé, sans que celui-ci puisse être réduit à un seul effet. Alors qu'à Chenalhó, une consigne de l'EZLN en faveur des élections aurait pu attribuer la mairie à la faction proche du PRD en 1995 et en 1998, ceci est moins certain dans le cas de Larráinzar. Quant à la transition à Pantelhó –lancée en 1994

mais freinée en 1995 et 1997—celle-ci paraît avancer en 1998 malgré le conflit. D'où la difficulté de tirer des conclusions générales sur un phénomène fondamentalement hétéroclite, qui requiert une analyse au cas par cas. Le principal dénominateur commun de ces trois municipes ne serait-il pas le fort abstentionnisme, qui constitue "l'autre visage" des élections au Chiapas et révèle les limites de la transition, tant dans la zone du conflit comme dans le reste de l'état³⁵.

Les communautés indiennes de Los Altos de Chiapas affrontent actuellement un processus de croissante différenciation économique, sociale, politique et religieuse, qui a débouché sur la remise en cause des groupes de pouvoir traditionnels, autrefois hégémoniques. Mais si ces changements se sont longtemps produits en dehors des espaces politiques institutionnels, ils ont commencé à se manifester publiquement avec la transformation radicale du système politique chiapanèque. Profitant d'une conjoncture nationale très favorable à la démocratisation et au pluralisme, les partis politiques commencent à canaliser une partie des conflits issus des mutations structurelles de la société et donc de l'essoufflement des relations politiques traditionnelles, dans la zone métisse comme dans les régions indiennes de l'état. Loin de rester en marge de ces changements, la région de Los Altos est, elle aussi, en pleine mutation. Dans le V^e District Électoral Fédéral, nous observons cinq municipes qui s'ouvrent de façon surprenante au pluralisme démocratique et trois où cette transition a été bloquée par le conflit armé. Et même dans les deux derniers bastions du "consensus communautaire", les mécanismes traditionnels de contrôle politique sont entrés dans une crise profonde, comme en témoignent le boycott de Chamula et la récente acceptation du multipartisme à Mitontic.

Pourtant, s'il convient de parler d'une démocratisation électorale naissante, ceci ne signifie pas nécessairement que la société chiapanèque soit en train de se démocratiser dans son ensemble. La transition vers un système politique pluriel et compétitif constitue sans aucun doute une condition nécessaire à ce processus, mais elle n'est nullement suffisante. En bref, les élections ne peuvent pas se



substituer aux mécanismes de redistribution économique, de protection, d'impartialité de la justice et de participation citoyenne que requiert tout état de droit.

Dans tous les cas, par-delà les idées généralement diffusées sur la "démocratie communautaire", l'extrême diversité des nouveaux comportements électoraux dans Los Altos de Chiapas nous incite à ouvrir un véritable débat sur les significations des élections en zones indiennes. Ce débat ne doit pas se poser nécessairement dans les termes d'une dichotomie irréductible entre ce qu'on appelle les "us et coutumes" et la "démocratie occidentale". Les deux concepts font référence à des types-idéaux qui se rencontrent difficilement dans la réalité. Si leur portée heuristique justifie leur utilisation dans l'analyse de certains phénomènes sociaux, leur opposition systématique pose plus de problèmes qu'elle ne prétend en résoudre.

Nous concluons par quelques considérations spécifiques sur le cas chiapanèque. Nous avons vu que depuis quelques années les indiens ont le droit de développer leurs cultures de façon autonome. Loin de constituer un obstacle, la liberté de transformer leurs pratiques politiques traditionnelles pour les adapter aux nouvelles réalités constitue précisément une condition et une garantie dudit droit. Face au climat d'affrontement qui règne actuellement au sein de nombreux municipes indiens chiapanèques, il est urgent de trouver de nouveaux mécanismes politiques qui, plutôt que de résoudre les conflits par la répression ou par l'expulsion des dissidents, permettent que les inévitables divergences puissent être abordées de façon

pacifique. Dans des sociétés toujours plus différenciées, la consolidation de la démocratie implique nécessairement le respect des minorités et du pluralisme politique.

Mais la défense de ces principes fondamentaux doit également s'accompagner d'une réflexion très sereine sur l'inadéquation de certains règlements électoraux aux réalités et aux nécessités des communautés indiennes. Dans la région de Los Altos de Chiapas, la rigidité de la législation s'oppose parfois à la reconnaissance de pratiques usuelles. Comme nous l'avons évoqué, le problème se pose par exemple avec les conseillers municipaux "traditionnels", dont la fonction est de permettre la représentation de toutes les communautés dans les présidences municipales indiennes. Cette pratique n'est pas légale mais bénéficie d'un large consensus et, loin d'aller à l'encontre des principes démocratiques, les enrichit. D'où la nécessité de trouver des formules électorales plus flexibles qui permettent aux citoyens indiens de développer une vie politique toujours plus plurielle et contribuent à mettre fin au recours à la violence comme méthode de résolution des différences internes. *

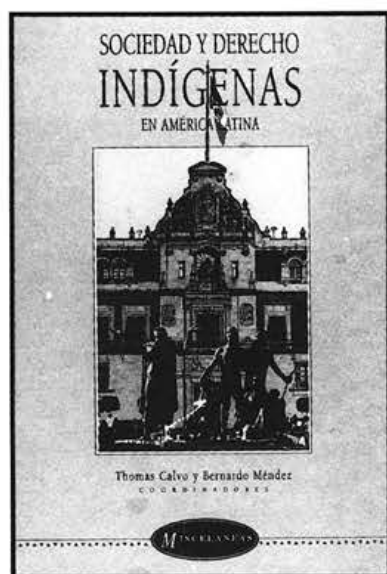
Notes

- 1 Pour une ample bibliographie sur la communauté organique ou "corporated community", voir E.Z. Vogt, *Bibliography of the Harvard Chiapas Project: The First Twenty Years 1957-1977*, Harvard University Press, Massachusetts, 1978.
- 2 Pour des raisons d'espace, nous limiterons cette analyse aux 10 municipes *alteños* qui conforment le V^e District Électoral Fédéral. Ils font tous partie d'une région socioculturelle plus vaste, puisqu'ils se trouvent au cœur de Los Altos de Chiapas (carte 1). En termes démographiques, notre univers d'étude se caractérise par la prédominance des familles linguistiques mayas tzotzil et tzeltal, qui constituent 99% de la population à Chalchihuitán, Chamula, Chenalhó, Larráinzar, Mitontic, Tenejapa et Zinacantán; plus de 93% à Pantelhó et à Huixtán; ainsi que plus de 33% de la population de San Cristóbal de Las Casas, le centre recteur de Los Altos. Pour une caractérisation détaillée de l'ensemble de la région, voir J.P. Viqueira, Los Altos de Chiapas: Una introducción general, dans Juan Pedro Viqueira et Mario Humberto Ruz (eds.), *Chiapas. Los rumbos de otra historia*, CIESAS, UNAM, UdG, CEMCA, México, 1995: 219-236.
- 3 Cette perspective analytique a fait école depuis les années 1970. Pour un ouvrage de référence, voir H. Favre, *Changement et continuité chez les Mayas du Mexique*, Anthropos, Paris, 1971.
- 4 Ces charges étaient hiérarchisées au sein d'un système politico-religieux, dans lequel les individus montaient au fur et à mesure qu'ils accumulaient du prestige en alternant les responsabilités civiles et religieuses, jusqu'à accéder aux

sommets du pouvoir dans les municipes. Les relations avec l'extérieur étaient alors médiatisées et contrôlées par les célèbres secrétaires *ladinos*, des fonctionnaires métis nommés depuis San Cristóbal de Las Casas, ce qui conduisait les communautés à confier les affaires internes aux plus traditionalistes des leurs. Voir G. Aguirre Beltrán, *Formas de gobierno indígena*, Universidad Veracruzana, INI, Gobierno del Estado de Veracruz, FCE, México, 1991.

- 5 J. Rus, La comunidad revolucionaria institucional: La subversión del gobierno indígena en Los Altos de Chiapas, 1936-1968, dans Juan Pedro Viqueira et Mario Humberto Ruz (eds.), *op. cit.*: 251-278.
- 6 Pour une analyse plus développée de ces transformations, voir E. Henríquez Arellano, Usos, costumbres y pluralismo en Los Altos de Chiapas, dans Juan Pedro Viqueira y Willibald Sonnleitner (eds.), *Democracia en tierras indígenas. Las elecciones en Los Altos de Chiapas* (à paraître).
- 7 Entretien avec Felipe Erasto López Vásquez, ancien président municipal de Mitontic, le 8 septembre 1998, à San Cristóbal de Las Casas.
- 8 Voir P. Iribarren, *Misión Chamula*, Diócesis de San Cristóbal de Las Casas, San Cristóbal de Las Casas, 1980.
- 9 Voir, parmi beaucoup d'autres, les travaux récents de M.I. Pérez Enríquez, *El impacto de las migraciones y expulsiones indígenas de Chiapas: San Pedro Chenalhó y San Andrés Sacamch'en (Larráinzar)*, UNACH, Tuxtla Gutiérrez, 1998; ainsi que G. Robledo Hernández, *Disidencia y religión: los exiliados de San Juan Chamula*, UNACH, Tuxtla Gutiérrez, 1997.
- 10 Quelques communautés voisines des municipes de El Bosque et de Simojovel ont alors établi des relations avec la Centrale Indépendante d'Ouvriers Agricoles et Paysans (CIOAC) et avec l'Organisation Paysanne Emiliano Zapata (OCEZ). En réponse, l'instituteur-cacique les a accusé d'être "socialistes" et a provoqué un affrontement. Le 23 mars 1983, les habitants de Chalchihuitán ont été regroupés au chef-lieu. Après leur avoir distribué de l'alcool, des bouteilles d'essence, des machettes et des armes de feu, tous se sont rendus à Tzaquicum, où ils ont massacré les habitants de cette petite localité proche de Simojovel. Selon les chiffres officiels, on a identifié 11 cadavres. Le village fut incendié et complètement détruit. Voir G. Morquecho Escamilla, Los indios en un proceso de organización. La organización indígena de Los Altos de Chiapas. ORIACH, tesis de licenciatura en Ciencias Sociales, UNACH, San Cristóbal de Las Casas, 1991: 44-48.
- 11 *Ibid.*
- 12 Voir M.I. Pérez Enríquez, *El impacto de las migraciones y expulsiones indígenas de Chiapas: San Pedro Chenalhó y San Andrés Sacamch'en (Larráinzar)* (à paraître).
- 13 Depuis 1970, chacune des principales factions zinacantèques avait ses propres agents municipaux, comités d'éducation, percepteurs d'impôts, etc. À Apaz, un groupe de priistes et un autre, connu comme "les paysans", avaient même leurs agences locales respectives. Ce *modus vivendi* est entré en crise lorsque le gouvernement de l'état a décrété qu'il n'autoriserait qu'un agent par localité, et que celui devait être nommé par le président municipal. Les paysans de plusieurs localités ont alors organisé une commission pour proposer au gouverneur qu'il reconnaisse leurs agents municipaux comme affiliés au PRI. Suite à son refus, ces paysans ont fondé le comité du PRD à Zinacantán. Voir G. Collier, *¡Basta! Tierra y rebelión zapatista en Chiapas*, UNACH, Food First Books, Tuxtla Gutiérrez, 1998: 158-165.
- 14 A. Rouquié, G. Hermet, J. Linz, *Des élections pas comme les autres*, Presses de la FNSP, Paris, 1978.

- 15 Il s'agit des votes effectivement attribués à l'un des partis inscrits sur les bulletins de vote, après avoir soustrait des résultats finaux les votes nuls. Au Mexique, contrairement à la France, la distinction entre votes "blancs" et votes "nuls" n'existe pas.
- 16 Pour une analyse exhaustive de ces mutations, voir W. Sonnleitner, *Promesas y desencantos de una democratización incipiente pero inacabada (1991-1998)*, dans Juan Pedro Viqueira y Willibald Sonnleitner (éds.), *op. cit.*
- 17 Faute d'espace pour développer et illustrer ici l'analyse quantitative des résultats électoraux dans le V^e District Fédéral, nous renvoyons les lecteurs intéressés à W. Sonnleitner, *Multipartidismo y formas indígenas de organización política en Los Altos de Chiapas, Anuario 1998*, CESMECA-UNICACH, Tuxtla Gutiérrez, 1999.
- 18 Entretien avec Isidro López Vásquez, ancien président municipal de Mitontic, le 27 août 1998 à San Cristóbal de Las Casas.
- 19 Voir W. Sonnleitner, *op. cit.*
- 20 Reposant sur une conception idéal de l'"électeur rationnel", ce modèle postule l'existence d'individus libres parfaitement informés, qui votent en fonction de calculs coûts-avantages. Il va sans dire que peu de citoyens agissent conformément à ce modèle, tant en Amérique Latine comme aux États-Unis et en Europe.
- 21 Pour une analyse détaillée du cas de Chalchihuitán et pour une copie de l'acte officiel de ce mémorable accord tripartite, voir E. Henríquez Arellano, *op. cit.*
- 22 G. Collier, *Reaction and retrenchment in the highlands of Chiapas in the wake of the zapatista rebellion*, *Journal of Latin American Anthropology*, 1997 (3) 1: 14-31.
- 23 Entretien réalisé à la présidence municipale de Zinacantán, le 26 août 1998.
- 24 J.P. Viqueira, *Los Altos de Chiapas: Una introducción general*, *op. cit.*: 219-236.
- 25 Il est de notoriété publique que dans ces deux municipes l'apparente "unanimité électorale" était moins liée aux mécanismes démocratiques d'un prétendu "consensus communautaire" qu'au contrôle autoritaire exercé par quelques hommes forts, qui ont réprimé violemment l'expression de toute dissidence. Voir G. Robledo Hernández, *op. cit.*
- 26 *Idem.*
- 27 Voir D. Aramoni Calderón y G. Morquecho Escamilla, *La otra mejilla... pero armada. El recurso de las armas en manos de los expulsados de San Juan Chamula, Anuario 1996*, CESMECA-UNICACH, Tuxtla Gutiérrez, 1997: 553-611.
- 28 Ce boycott a eu des répercussions inattendues et un coût politique considérable pour le gouvernement de l'état. Avec Chamula, le XXII^e District Électoral de l'état a dû être annulé, ce qui a été utilisé par l'opposition pour contester la légalité des élections dans leur ensemble. Pour une analyse plus détaillée du problème, voir W. Sonnleitner, *op. cit.*
- 29 Entretien avec Felipe Erasto López Vásquez, ancien président municipal de Mitontic, le 8 septembre 1998 à San Cristóbal de Las Casas.
- 30 Pour plus de détails, voir E. Henríquez Arellano, *Los hijos de López. La transformación de los usos y costumbres en Mitontic*, Exposé présenté au *Foro Sureste sobre Derechos Indígenas*, CIESAS-Sureste, San Cristóbal de Las Casas, 6-7 novembre 1998.
- 31 Candidat au poste de gouverneur de la coalition de gauche en 1994.
- 32 Entretiens informels réalisés avec divers citoyens dans le municipe de Chenalhó, août-septembre 1998.
- 33 Entretiens informels réalisés avec divers citoyens dans le municipe de Larráinzar, août-septembre 1998.
- 34 Entretien avec Gabriel Robles Medina, candidat du PRD à la présidence municipale de Pantelhó, le 29 septembre 1998, à Pantelhó.
- 35 Sur la crise actuelle de la légitimité électorale dans le V^e District Électoral Fédéral, voir H.W. Rubín Bamaca, *El abstencionismo en Los Altos de Chiapas: La otra cara de las elecciones*, dans Juan Pedro Viqueira y Willibald Sonnleitner (éds.), *op. cit.*



CEMCA 1995

Sociedad y derecho indígenas en América Latina

Thomas CALVO y Bernardo MÉNDEZ (coordinadores)

- ▲ El derecho consuetudinario indígena en México.
- ▲ El convenio 169 de la OIT sobre Comunidades Indígenas y la situación de los derechos humanos de los grupos autóctonos en México.
- ▲ Grandes proyectos de inversión y grupos indígenas. Algunas experiencias en México.
- ▲ Derechos humanos indígenas y medicina tradicional.
- ▲ Normatividad étnica y normatividad nacional. Maestros del Valle del Mezquital.
- ▲ Un derecho fundamental: el derecho a una vida digna.
- ▲ La democracia y el movimiento indígena en Brasil: reformas posibles en la Constitución de 1988.
- ▲ La costumbre jurídica indígena entre los pueblos aymara y quechua de Bolivia.
- ▲ El Decenio Internacional de los Pueblos Indígenas del Mundo.